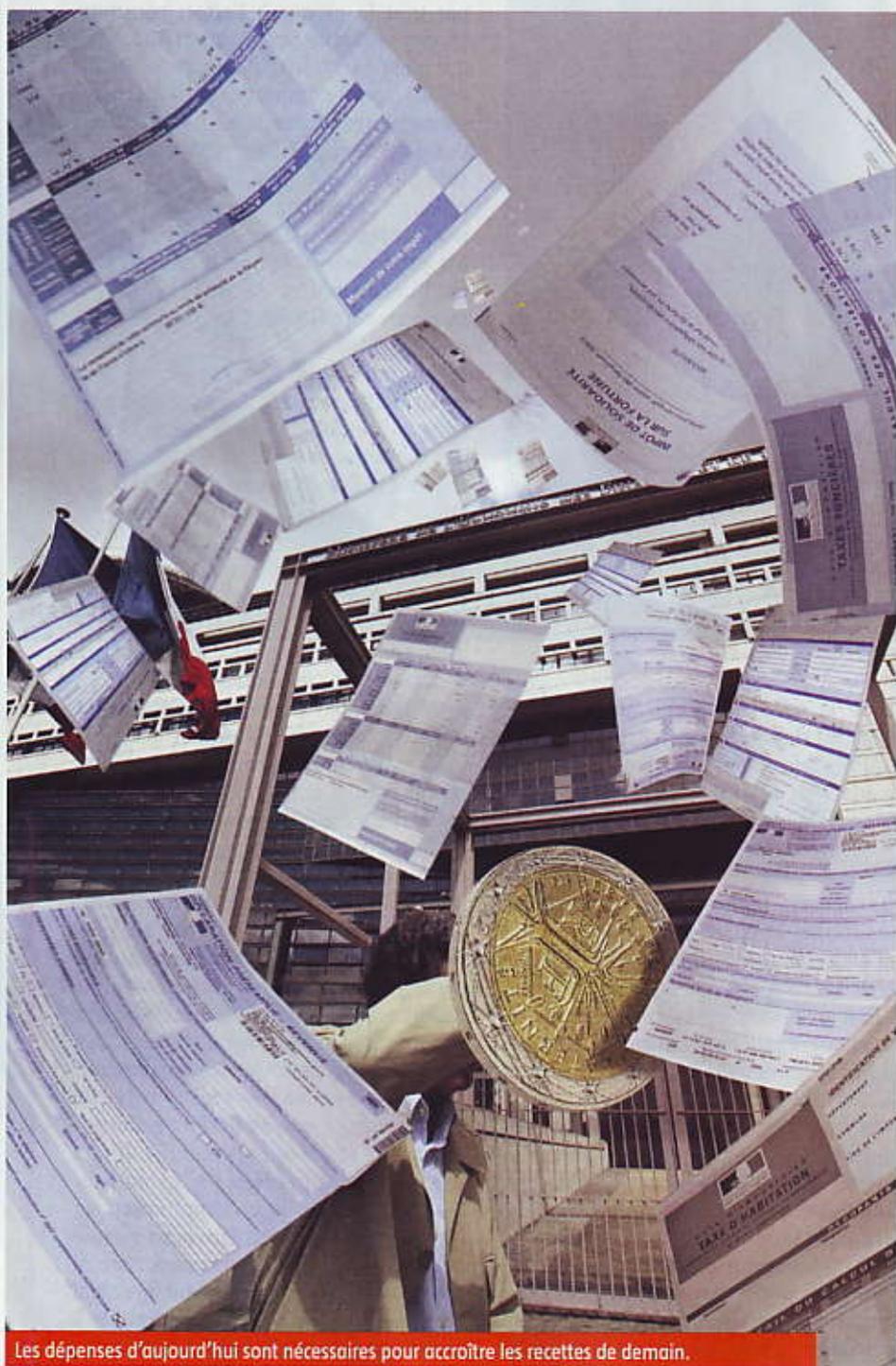


À quoi sert l'impôt ?



Vous avez certainement le sentiment de payer trop d'impôts. Mais avez-vous vraiment intérêt à ce que vos prélèvements obligatoires baissent ? Ce n'est pas aussi évident qu'il peut y paraître.

L'impôt permet, entre autres, de financer l'éducation, la santé, les transports publics, les routes, la recherche... Si l'on met de côté la dimension collective de la fiscalité qui consiste à redistribuer les richesses et donc à garantir la cohésion de la société, a-t-on individuellement intérêt à payer moins d'impôts ? Pour la minorité des Français les plus aisés, certainement. Mais, la majorité d'entre nous a tout à y perdre !

Une crise des recettes, pas des dépenses !

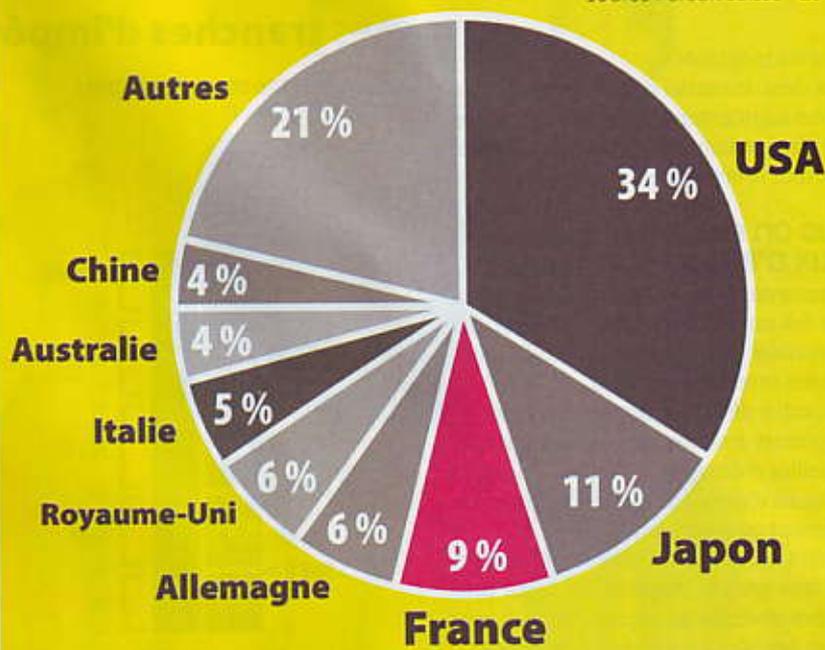
La dette ne s'est pas creusée à cause d'un dérapage des dépenses, comme on veut nous le laisser croire. Au contraire, elle s'est creusée à partir d'une réduction organisée des recettes. Elle dépassera en 2013 les 1900 milliards d'euros (source : Insee)

Le poids de la dette est devenu effective-

Les dépenses d'aujourd'hui sont nécessaires pour accroître les recettes de demain.

Où habitent les millionnaires ?

source : Crédit suisse - 2011



Un Français sur deux ne paye pas d'impôt ?

On entend souvent dire qu'un Français sur deux ne paye pas d'impôt. C'est totalement absurde!

Certes, la moitié des contribuables n'est pas imposable à l'impôt sur le revenu. Mais l'impôt sur le revenu est devenu un prélèvement extrêmement minoritaire dans l'ensemble des recettes fiscales (moins de 22% pour 2012). Toute la population s'acquitte de l'impôt. Souvent sans s'en rendre compte, par exemple en payant la TVA à la caisse du supermarché, ou en payant la taxe intérieure sur les produits pétroliers à la pompe à essence. Mais si ces prélèvements paraissent indolores, les montants versés sont bien plus impressionnants qu'on ne l'imagine.

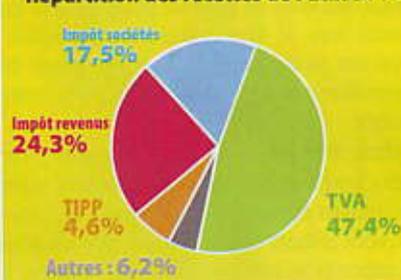
C'est ainsi que dans notre système fiscal tous les citoyens payent l'impôt. Français ou non d'ailleurs, car les étrangers vivant sur le territoire national participent autant que les autres au financement des besoins de la nation.

Qui paye le plus d'impôt ?

L'impôt sur le revenu est le plus juste dans sa construction. Plus les revenus du contribuable augmentent, plus le taux d'imposition augmente. Chacun contribue alors à hauteur de ses moyens. C'est pourquoi cet impôt a été la cible des «libéraux» qui l'ont totalement dépecé afin de préserver les intérêts des rentiers et des plus riches. Aujourd'hui, il représente moins de 22% des recettes fiscales de l'État (plus de 50% pour la TVA).

À l'inverse de l'impôt sur le revenu, la TVA s'applique sur la consommation. Elle ne tient absolument pas compte des moyens financiers des citoyens. Si le taux

Répartition des recettes de l'État 2013



Exemple de répartition des impôts payés par une famille

COUPLE - 2 ENFANTS - REVENUS 2 500 € / MOIS



de la TVA est fixe, en réalité le taux d'imposition réel de TVA (montant de l'impôt/les revenus) baisse quand le niveau de revenu augmente.

Cet impôt est donc profondément injuste. En l'augmentant, cela prive les foyers modestes de ressources pour consommer. Dans le même temps, cela favorise les plus aisés qui sont beaucoup plus enclins à l'épargne. Les hausses de TVA, en plus d'être injustes sont donc économiquement inefficaces!

J'ai plus de revenus, Je contribue plus !

Un système fiscal juste et efficace doit imposer les contribuables en fonction de leurs capacités et doit permettre une redistribution des richesses afin de ré-

ment trop lourd. Le remboursement annuel des intérêts de celle-ci représente un coût de 48,8 milliards d'euros (source : loi de finances 2012).

Plutôt que de permettre aux spéculateurs de s'engraisser sur le dos des peuples, il faut autoriser les États à emprunter directement auprès de la Banque centrale européenne. Ensuite, au rayon des recettes, il faut mettre fin aux exonérations massives pour les plus grosses fortunes et pour les plus grosses entreprises. Il ne s'agit pas d'assassiner les plus riches mais de faire contribuer chacun à hauteur de ses moyens.

Enfin, la dette est à relativiser par rapport aux richesses détenues par le pays (écoles, hôpitaux, infrastructures de transport). Courir vers un budget de l'État systématiquement à l'équilibre («règle d'or») est un non-sens économique, les dépenses d'aujourd'hui sont nécessaires pour accroître les recettes de demain.

On veut nous faire payer deux fois l'addition

Tout d'abord, en exonérant massivement ceux qui ont les moyens de contribuer, on fait supporter un poids de la fiscalité plus lourd par le reste de la population. Ensuite, en se privant des ressources des plus riches, l'État ne parvient pas à rassembler assez de recettes pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Résultat: on paye plus pour moins de service! Il est donc temps de renverser la vapeur et de faire contribuer davantage ceux qui en ont les moyens.

Le revenu annuel moyen des 10% les plus modestes s'est élevé de 610 euros entre 1999 et 2009, celui des 10% les plus riches de 8190 euros. Entre 2004 et 2008, les 0,01% les plus riches ont vu leur revenu annuel s'accroître de 180 000 euros! (Source : Observatoire des inégalités)

Non, les riches ne partiront pas !

Les chiffres sont là! Les très riches aiment la France, alors même que de nombreux pays offrent des législations encore plus favorables aux grandes fortunes. Mais pourquoi ne sont-ils pas tous partis?

On choisit en priorité de résider dans un pays pour des raisons personnelles qui sont autant de motivations affectives difficilement délocalisables; ensuite pour des raisons professionnelles (d'où l'intérêt de développer une politique fiscale favorable à la croissance économique) et enfin pour une qualité de vie en grande partie garantie grâce à la qualité des services publics.

duire les inégalités.

Il est donc essentiel que les taux d'impositions augmentent en fonction du montant des revenus. Pourtant aujourd'hui c'est tout le contraire!

Plus on est riche, plus les taux d'imposition baissent

L'écrasante majorité des impôts payés sont des impôts proportionnels où en fait la pression fiscale baisse quand le montant des revenus augmente.

Le nombre de niches fiscales a explosé, ce qui permet aux plus riches et aux mieux conseillés d'échapper à l'impôt. Pourtant, la plupart d'entre elles sont inefficaces socialement ou économiquement.

De plus, alors que les plus riches retirent une très grande majorité de leurs profits des revenus du capital, ceux-ci sont moins taxés que les revenus du travail.

Enfin, les plus hauts revenus sont imposés à des taux de plus en plus faibles. En trente ans, le taux maximum d'imposition est passé de 65% à 40%, avant de connaître un léger rebond à 45% cette année.

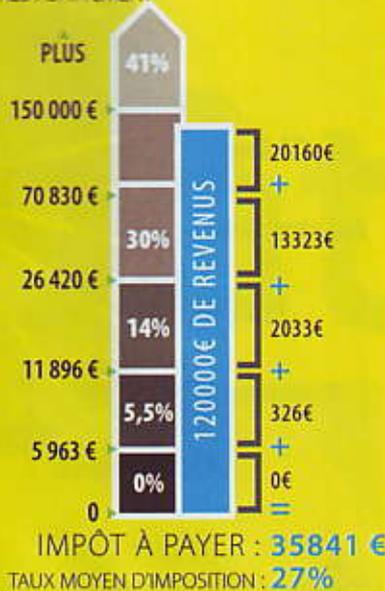
Même si le projet de loi de finances pour 2013 limite un peu les niches fiscales, si les avantages consentis aux revenus du capital sont réduits et que la plus forte tranche d'imposition est légèrement réévaluée, il ne s'agit en fait que d'ajustements qui ne bouleversent en rien les logiques fiscales antérieures. Le système fiscal français demeure profondément injuste!

Plus de tranches, moins de niches!

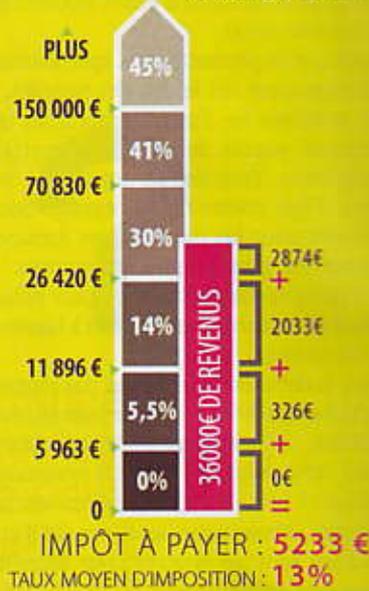
Il faut donc réhabiliter les impôts progressifs (ceux qui prennent en compte les facultés contributives) comme l'impôt sur le revenu et réduire l'influence des

Les tranches d'impôt, comment ça marche ?

CÉLIBATAIRE 120 000 € DE REVENUS
APRÈS ABATTEMENT



CÉLIBATAIRE 36 000 € DE REVENUS
APRÈS ABATTEMENT



impôts proportionnels comme la TVA. Pour garantir cela, il faut complètement prendre le contre-pied des orientations suivies depuis plusieurs décennies.

Il convient de réduire drastiquement le nombre de niches fiscales à celles utiles socialement et économiquement. Il faut également faire contribuer d'avantage ceux qui en ont les moyens en augmentant le nombre de tranches d'imposition et en augmentant les taux d'imposition pour les plus hauts revenus.

Sauter une tranche, c'est chouette!

Doit-on avoir peur de gagner plus? A-t-on raison de se dire: «je n'ai pas intérêt à être augmenté sinon je vais sauter une tranche»? Pourtant, on ne paye jamais

plus d'impôt que de revenus que l'on perçoit. Une nouvelle tranche à 45% a été mise en place à compter de cette année. Elle concerne les revenus supérieurs à 150 000 euros. Cela change quoi pour un contribuable ayant 150 001 euros de revenus et passant donc dans cette tranche? Pas de panique: ses 150 001 euros de revenus ne seront pas taxés à 45%. Il n'y a que les revenus dépassant 150 000 euros qui seront taxés à 45%, soit un euro. Pour ce contribuable, le passage de la tranche à 41% à celle à 45% fera augmenter son imposition de 0,04 euro. Oui, sauter une tranche c'est vraiment chouette!

Une fiscalité plus juste

Si on veut vraiment une fiscalité plus juste, il faut tout renverser:

- En réhabilitant l'impôt sur le revenu;
- En réduisant considérablement les niches fiscales;
- En augmentant davantage le nombre de tranches et leurs taux;
- En taxant davantage les revenus du capital;
- En supprimant la TVA sur les produits de première nécessité et en baissant le taux normal à 15%;
- En intégrant les revenus dans le calcul de la taxe d'habitation;
- En rétablissant la taxe professionnelle;
- En modulant le taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'utilisation qui est faite des bénéfices;
- En taxant d'une manière dissuasive les transactions financières...

Le changement, oui, c'est possible! ■

Fédération CGT des finances

Poids de la TVA par rapport aux revenus

